

Unité départementale des Bouches du Rhône  
16, rue Zattara  
CS 70248  
13331 Marseille Cedex 03

Marseille, le 10/01/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SEMAG**

La malespine  
Route de Gréasque  
13120 GARDANNE

Nos réf. : D-1277-AIX-2022

N° AIOT : 0006401124 P1 (à rappeler dans toute correspondance)

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement SEMAG implanté La malespine Route de Gréasque 13120 GARDANNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMAG
- La malespine Route de Gréasque 13120 GARDANNE
- Code AIOT dans GUN : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La Société d'Economie Mixte d'Aménagement de Gardanne et de sa région (SEMAG) est propriétaire et exploite l'ISDND de Gardanne (13). Ce site est soumis à la réglementation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sous le régime de l'autorisation. Il est régi par l'Arrêté Préfectoral (AP) du 31 août 2011.

Elle assure le stockage annuel de 53 000 tonnes de déchets ménagers et assimilés. L'unité de valorisation de biogaz in situ permet de valoriser du biogaz issu de la dégradation des déchets.

Le site est constitué de deux casiers :

- Le casier 1, situé au sud-ouest du site, actuellement réaménagé ;
- Le casier 2, situé au nord-est du site, en exploitation, et faisant l'objet de travaux de création d'une troisième alvéole.

L'inspection porte sur les dispositions de lutte contre l'incendie et la réglementation REACH appliquée au produit masquant des odeurs.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Dispositions défense incendie;
- Réglementation REACH Produit masquant odeurs.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
REACH AIRHITHONE	Autre du 01/01/2007, article 35-REACH	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection contre incendie	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4	/	Sans objet
Plan du réseau biogaz à jour	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1	/	Sans objet
Essais périodiques	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.2	/	Sans objet
Formation et exercice	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.3.3	/	Sans objet
Entretien détection gaz	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.12	/	Sans objet
Rideaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.17	/	Sans objet
REACH AIRHITHONE	Autre du 01/01/2007, article 6-REACH	/	Sans objet
REACH AIRHITHONE	Autre du 01/01/2007, article 37.5-REACH	/	Sans objet
CLP AIRHITHONE	Autre du 20/01/2009, article 17 CLP	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'ensemble des moyens mise en oeuvre pour lutter contre le risque incendie doivent être disponibles et fonctionnels en tout temps.

Concernant le volet REACH, il a été demandé à l'exploitant de tenir à disposition de l'opérateur la fiche de données de sécurité (FDS) du produit masquant les odeurs. L'exploitant a justifié par mail du 8 juillet 2022 que l'action avait bien été réalisée. Ce point sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.

### **2-4) Fiches de constats**

**Nom du point de contrôle :** Protection contre incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Disponibilité des eaux incendies, terre recouvrement et Débroussaillage

**Prescription contrôlée :**

L'établissement doit disposer, sur l'ensemble du site (casiers Malespine 1 et Malespine 2), de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après qui pourront être complétés en tant que de besoin sur demande des services de secours et qui doivent être maintenus en bon état et vérifiés périodiquement :

- 2 bornes incendie existantes pour Malespine 1, alimentées depuis un réservoir de 1500 m<sup>3</sup> de la Régie des Eaux par l'intermédiaire d'un surpresseur situé en partie basse de Malespine 1.
- 3 bornes supplémentaires pour le casier Malespine 2 positionnées en accord avec les services incendies et secours. Ces trois bornes seront construites au fur et à mesure de l'avancement des alvéoles en accord avec les services incendies et secours. La seconde borne de ce casier sera mise en service au plus tard le 1 mai 2012.
- Une réserve supplémentaire de 120 m<sup>3</sup> minimum sera maintenue dans le bassin d'eaux pluviales situé en contrebas tant que les 3 bornes ne sont pas en service simultanément.
- Les bornes incendies implantées sur le site doivent pouvoir disposer à tout moment d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h sous 1.1 bars de pression.
- Une réserve de 120 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes, prête à être utilisée pour couvrir un début d'incendie, est disposée à proximité de chaque alvéole de stockage en cours d'exploitation ;
- Une réserve complémentaire de 120 m<sup>3</sup> de matériaux meubles et inertes est disponible.

NB : Ces réserves de matériaux sont uniquement affectées à la lutte contre l'incendie et ne sont pas confondues avec celles nécessaires à la couverture journalière des déchets.

- 1 extincteur à poudre de 6 kg sur chaque engin d'exploitation :
- 1 extincteur de 50 kg sur roues, situé dans le poste de contrôle :
- Une coupure d'urgence située à l'extérieur de l'installation de valorisation coupant l'intégralité du réseau électrique de l'installation de valorisation de biogaz.
- Présence d'engins de terrassement, permettant d'étendre la terre en cas d'incendie. 1 conducteur d'astreinte 24 h.24, 7 jours sur 7. Délai de présence sur site environ 20 mn.
- 1 camion citerne porteur d'eau équipé de moyens de lutte contre l'incendie (en accord avec le centre de secours de Gardanne) ;
- Local incendie permettant le Stockage du matériels incendie (tuyaux, lance), du surpresseur incendie, et du groupe électrogène ;

(...)

L'alvéole en cours d'exploitation est entourée par une bande de cinquante mètres (50 m) comptée en distance, horizontale entièrement décapée et maintenue en l'état en permanence ou rendue ininflammable, les voiries d'exploitation de l'installation peuvent faire partie de cet espace. En cas de terrain non horizontal, cette distance est portée à 75 mètres.

Cette bande décapée de 50 m est complétée par une bande débroussaillée de 100 m et maintenue en état.

(...) À l'intérieur de la clôture, une zone coupe-feu d'au moins quarante mètres (40 m) de largeur est tenue débroussaillée.

L'exploitant réalise un débroussaillage régulier des zones à l'intérieur de la clôture, en prolongement du casier en cours d'exploitation.

**Constats :** L'exploitant dispose de tous les moyens prescrits pour la défense incendie de l'installation.

Ils sont en état de fonctionnement pour lutter contre un incendie.

Le débroussaillage reste à terminer autour du bassin N°1 de lixiviats situé en aval, et à l'extérieur du site entre l'ancien casier et la route départementale.

**Observations :** Justifier sous 15 jours de la réalisation effective des opérations de débroussaillage conformément à l'AP susréféréncé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Plan du réseau biogaz à jour

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réseau biogaz
<b>Prescription contrôlée :</b> Les plans de réseau biogaz doivent être tenus à jour et à disposition des services incendie.
<b>Constats :</b> Les plans du réseau biogaz sont tenus à jour et sont à la disposition des services incendie.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Essais périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant tient à jour au travers des fichiers de suivi les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ses matériels de défense incendie. Les dates d'intervention des contrôles (poteaux incendie, extincteurs, vérification électrique) sont notifiées dans le registre de sécurité.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Formation et exercice

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation et exercice
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- toutes les informations utiles sur les produits manipulés,</li><li>- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,</li><li>- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,</li><li>- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant s'assure en tout temps que les intervenants du site reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention (formation manipulation extincteur et réalisation d'un exercice annuel d'intervention).
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Entretien détection gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des détecteurs gaz PF de val.
<b>Prescription contrôlée :</b> L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés par écrit. Des étalonnages sont régulièrement effectués.
<b>Constats :</b> Le détecteur de gaz situé dans le caisson du moteur de valorisation est contrôlé régulièrement et les résultats de ces contrôles sont consignés et conservés dans le registre de suivi de la plateforme de valorisation du biogaz.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Rideaux d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.6.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification du bon état de fonctionnement.
<b>Prescription contrôlée :</b> Un rideau d'eau isolera les différentes parties de l'installation afin qu'en cas d'incendie les moyens de secours maintenus disposent de moyens d'isolement des différentes parties de l'installation. Ces matériels doivent être en bon état et vérifiés au moins une fois par an
<b>Constats :</b> Le rideau d'eau de protection de la plateforme de valorisation du biogaz est vérifié annuellement. Le résultat de la vérification est consigné dans le registre de suivi de la plateforme de valorisation.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** REACH AIRHITHONE

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2007, article 35-REACH
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Information utilisateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fiches de données de sécurité (FDS) sont-elles à disposition des travailleurs de manière « active » ?
<b>Constats :</b> La FDS n'est pas mise à disposition du travailleur manipulant le réducteur d'odeur.
<b>Observations :</b> Suite à l'inspection, par mail du 08 juillet 2022, l'exploitant a informé l'Inspection que la FDS a été mise en place dans le lieu de stockage du produit. Ce point sera vérifié lors d'une prochaine inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** REACH AIRHITHONE

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2007, article 6-REACH
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Complétude de la FDS
<b>Prescription contrôlée :</b> La FDS est datée et contient les 16 rubriques
<b>Constats :</b> La fiche de données de sécurité est datée et contient les 16 rubriques.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : REACH AIRHITHONE**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 01/01/2007, article 37.5-REACH
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Conditions stockage utilisation élimination
<b>Prescription contrôlée :</b> En salle : - Vérifier que les conditions d'élimination sont conformes à la rubrique 13 le cas échéant. Sur le terrain : Les mentions de la FDS sont mises en œuvre, en particulier celles des rubriques : 5 (mesures de lutte contre l'incendie, 6 (mesures à prendre en cas de dispersion accidentelles), 7 (manipulation et stockage), 10 (stabilité et réactivité) ?
<b>Constats :</b> Les rubriques 5 (mesures de lutte contre l'incendie, 6 (mesures à prendre en cas de dispersion accidentelles), 7 (manipulation et stockage), 10 (stabilité et réactivité) sont respectées par l'exploitant. Par contre, les bidons vides sont envoyés à la déchetterie mais ne sont pas traités comme déchets dangereux. Par mail du 08 juillet 2022, l'exploitant a informé l'Inspection que les bidons vides seront nettoyés avant d'aller en déchetterie.
<b>Observations :</b> Justifier sous 15 jours de l'existence d'une procédure de nettoyage des bidons vides avant envoi à la déchetterie.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : CLP AIRHITHONE**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/01/2009, article 17 CLP
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Etiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b> Une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs; b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage; c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19; e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20; f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21; g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22; h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.
<b>Constats :</b> L'étiquette ne comporte pas les éléments obligatoires, entre autre le pictogramme de danger. Par mail du 08 juillet 2022, l'exploitant a informé l'Inspection et transmis une photo des nouvelles étiquettes qui ont été commandées et mises sur les bidons dès réception.
<b>Observations :</b> Sans objet
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet